

**Art. 58.** Les signalements ou plaintes soumis à la chambre chargée des questions de genre du Service de médiation flamand conformément à l'article 17<sup>quater</sup>, § 1, du décret du 7 juillet 1998, qui relèvent du mandat de l'IFDH tel que défini à l'article 6, et qui n'ont pas encore été achevés au 15 mars 2023, sont transférés à l'IFDH, avec le consentement du plaignant ou du signalant. Dans ce cas, le Service de médiation flamand transfère le dossier complet qui a été créé sur la base de la plainte ou du signalement.

Sur la base du dossier transféré, l'IFDH évalue si le signalement peut être traité comme un signalement tel que visé à l'article 12 ou comme une plainte telle que visée à l'article 13.

Pour que le dossier soit traité comme une plainte, les conditions de recevabilité énoncées à l'article 13, § 3, s'appliquent, à l'exception de la condition du point 4°. Si l'IFDH ne dispose pas d'informations suffisantes sur la base du dossier transféré pour évaluer si ces conditions de recevabilité sont remplies, l'IFDH peut demander au plaignant ou au signalant de soumettre des informations supplémentaires. Si les conditions de recevabilité sont remplies, le traitement du dossier se poursuit conformément à l'article 13, § 4. Si une médiation a déjà eu lieu en application de l'article 17<sup>quater</sup>, § 1<sup>er</sup>, du décret du 7 juillet 1998 qui n'a pas abouti ou ne pouvait aboutir à un résultat, le dossier peut être immédiatement transféré à la chambre contentieuse pour une évaluation telle que visée à l'article 14, sauf si l'une des parties concernées demande une nouvelle médiation par l'IFDH conformément à l'article 13, § 4.

Les signalements ou plaintes transférés qui relèvent du mandat de l'IFDH, mais qui ne peuvent être traités comme une plainte conformément à l'alinéa précédent, peuvent être traités comme un signalement tel que visé à l'article 12.

L'Autorité flamande peut conclure avec le Service de médiation flamand un protocole de coopération qui fixe des accords concrets pour mettre en œuvre le présent article.

**Art. 59.** Tous les membres du personnel qui, au 14 mars 2023, exercent leurs fonctions au sein de la chambre chargée des questions de genre du Service de médiation flamand sont transférés d'office, avec leur consentement, à l'Institut flamand des droits de l'homme, à compter du 15 mars 2023.

Les membres du personnel transférés en application de l'alinéa 1<sup>er</sup> peuvent bénéficier du même contrat de travail que celui en vigueur le jour précédant leur transfert, à condition qu'une annexe à leur contrat de travail soit signée par l'IFDH, le Service de médiation flamand et le membre du personnel concerné. Toutefois, ils peuvent également choisir de conclure un nouveau contrat de travail avec l'IFDH dans lequel la rémunération et le statut juridique s'appliquent conformément à l'article 37, alinéa 5.

Le Gouvernement flamand établit une liste nominative des membres du personnel qui, en application de l'alinéa 2, réalisent leur transfert en signant une annexe à leur contrat de travail. Cette liste est publiée au *Moniteur belge*.

**Art. 60.** Le Parlement flamand évalue l'application et l'efficacité du présent décret cinq ans après la première composition complète du conseil d'administration.

Cette évaluation se fait sur la base d'un rapport soumis au Parlement flamand par un comité d'experts. Le président du conseil d'administration et le directeur de l'IFDH doivent accepter toute invitation à être entendus, à l'occasion de cette évaluation, par le Parlement flamand ou le comité d'experts compétent.

**Art. 61.** L'article 6, alinéas 2 et 3, les articles 13 à 21 et les articles 45 à 55 entrent en vigueur le 15 mars 2023.

L'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 7°, entre en vigueur à une date à fixer par le Gouvernement flamand.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 28 octobre 2022.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
J. JAMBON

Le Ministre flamand de l'Administration intérieure, de la Gouvernance publique,  
de l'Insertion civique et de l'Égalité des Chances,  
B. SOMERS

—  
Note

(1) Session 2022-2023

Documents : – Projet de décret : 1357 – N° 1

– Amendements : 1357 – N° 2

– Rapport de l'audition : 1357 – N° 3

– Rapport : 1357 – N° 4

– Amendements après introduction du rapport : 1357 – N° 5

– Texte adopté en séance plénière : 1357 – N° 6

Annales - Discussion et adoption : Séance du 26 octobre 2022.

---

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2022/206414]

#### 22 SEPTEMBRE 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les conditions d'octroi d'une aide spécifique aux entreprises directement impactées négativement par le Brexit dans leurs activités à l'international

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (UE) 2021/1755 établissant la réserve d'ajustement au Brexit, les articles 5 et 8;

Vu le décret du 2 avril 1998 créant l'Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers, l'article 2, alinéa 2, inséré par le décret du 17 décembre 2015, et alinéa 5, inséré par le décret du 28 avril 2016;

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers, donné le 9 mars 2022;

Vu le rapport du 21 avril 2022 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 25 mai 2022;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 2 juin 2022;

Vu l'avis 148/2022 de l'Autorité de protection des données, donné le 19 juillet 2022;

Vu l'avis 71.722/2/V du Conseil d'État, donné le 27 juillet 2022, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2° des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que le Brexit affecte gravement le tissu économique de la Région wallonne, tant au niveau des micro, petites et moyennes entreprises qu'au niveau des grandes entreprises;

Considérant que l'année 2020 a marqué une chute des exportations wallonnes vers le Royaume-Uni;

Considérant que depuis le retrait du Royaume-Uni de l'Union Européenne le 1<sup>er</sup> janvier 2020, les entreprises wallonnes ont dû supporter une augmentation des coûts pour s'adapter aux nouvelles règles en matière de douanes et accises, de TVA, de certification et de normes ainsi qu'en matière de logistique, pour la formation de personnel, pour des conseils de contrats ou d'adaptation des outils informatiques aux nouvelles exigences en matière d'exportation;

Considérant que les entreprises wallonnes, afin de réagir au Brexit et de répondre aux contraintes et nouvelles exigences imposées par ce dernier, ont besoin de disposer rapidement de liquidités;

Considérant que, compte tenu de l'impact majeur du Brexit, le Parlement européen et le Conseil ont adopté le 6 octobre 2021 le Règlement (UE) 2021/1755 établissant la réserve d'ajustement au Brexit comme instrument permettant le financement des mesures couvrant les coûts liés aux impacts directs négatifs du Brexit;

Considérant que ce Règlement (UE) 2021/1755 permet aux Etats-membres de financer par la réserve d'ajustement au Brexit les aides accordées aux entreprises directement impactées négativement par le Brexit en couvrant des coûts survenus et payés dans la période d'éligibilité du 1<sup>er</sup> janvier 2020 au 31 décembre 2023;

Considérant que la mesure de soutien spécifique visée par le présent arrêté sera financé par la réserve d'ajustement au Brexit;

Considérant que les aides fondées sur le présent arrêté ne peuvent être octroyées que sur une période se terminant au plus tard nonante jours avant la date de fin de la période visée à l'article 3, 1), du règlement (UE) 2021/1755 du 6 octobre 2021 établissant la réserve d'ajustement au Brexit, actuellement fixée au 31 décembre 2023 et éventuellement prolongée.

Sur la proposition du Ministre du Commerce extérieur;

Après délibération,

Arrête :

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° l'entreprise : toute entité, indépendamment de sa forme juridique, exerçant une activité économique, étant précisé que, conformément au Règlement (UE) n° 1407/2013, toutes les entités contrôlées par la même entité doivent être considérées comme constituant une entreprise unique;

2° le Ministre : le membre du Gouvernement wallon ayant le commerce extérieur dans ses attributions;

3° l'Agence : l'Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers, en abrégé « l'AWEX »;

4° demandeur : l'entreprise ayant introduit une demande de subvention fondée sur le présent arrêté;

5° le Brexit : le retrait effectif du Royaume-Uni de l'Union Européenne au 31 janvier 2020;

6° le projet à l'international : la stratégie poursuivie par le demandeur pour son développement à l'international;

7° l'initiative Brexit: l'action de mise en œuvre concrète du projet à l'international du demandeur dont les activités ont été directement impactées négativement par le Brexit afin de regagner ses parts de marché perdues, de compenser la hausse des coûts d'exportation ou de saisir de nouvelles opportunités en dehors du marché belge;

8° le Règlement (UE) n° 1407/2013 : le Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

9° le Règlement (UE) 2021/1755 : le Règlement (UE) 2021/1755 établissant la réserve d'ajustement au Brexit;

10° la période d'éligibilité : la période de référence visée à l'article 3, point 1) du Règlement (UE) 2021/1755, éventuellement prolongée.

**Art. 2.** La subvention visée par le présent arrêté est une aide spécifique destinée à soutenir les initiatives Brexit du demandeur. Elle est soumise au Règlement (UE) n° 1407/2013 et au Règlement (UE) n° 2021/1755 du Parlement européen et du Conseil du 6 octobre 2021 établissant la réserve d'ajustement au Brexit.

Elle complète les autres dispositifs d'aides prévus par l'Agence.

#### CHAPITRE 2. — *Les conditions d'éligibilité*

**Art. 3.** Pour être éligible à la subvention, le demandeur remplit les conditions suivantes :

1° être une entreprise immatriculée avec un statut actif à la Banque-Carrefour des entreprises, et disposer d'un siège d'exploitation principal en Région wallonne;

2° être enregistré avec un statut actif dans la banque de données des entreprises exportatrices de l'Agence ou y introduire une demande d'enregistrement;

3° avoir subi un impact négatif direct sur les activités de son entreprise en raison du Brexit, justifié :

a) par une perte de minimum cinq pour cent de son chiffre d'affaires annuel hors TVA sur le Royaume-Uni à partir 1<sup>er</sup> janvier 2020, par rapport à son chiffre d'affaires hors TVA sur le Royaume-Uni de l'année de référence 2019 ou;

b) par une perte d'emploi de minimum un équivalent temps plein pour le demandeur occupant une à quarante-neuf personnes, de minimum trois équivalent temps plein pour le demandeur occupant entre cinquante et cent nonante-neuf personnes et de minimum cinq équivalent temps plein pour le demandeur occupant au moins deux cents personnes ou;

c) par une augmentation des coûts hors TVA liés au Brexit, la hausse des prix des matières premières en provenance du Royaume-Uni, le surcoût lié à la nécessité de s'approvisionner ailleurs qu'au Royaume-Uni ou autres coûts additionnels de minimum cinq pour cent par rapport aux coûts hors TVA de l'année de référence 2019;

4° avoir un projet à l'international, concret et structuré, qui s'il aboutit, génère une valeur ajoutée pour l'économie wallonne, notamment en termes de création ou de maintien d'emplois en Région wallonne ou en termes de développement de la production de bien ou de service localisé en Région wallonne ou en termes d'innovation;

5° avoir une initiative Brexit et un projet à l'international conformes aux normes nationales et internationales applicables au secteur professionnel du demandeur, y compris les éventuelles règles déontologiques;

6° être en règle avec les dispositions légales qui régissent l'exercice de son activité et respecte ses obligations fiscales, sociales et environnementales, ainsi que le code de déontologie ou le règlement d'ordre intérieur qui régit sa profession;

7° ne pas être débiteur de montants exigibles vis-à-vis de l'Agence;

8° ne pas être en liquidation, en faillite, en cessation d'activités ou en procédure collective d'insolvabilité, y compris la procédure en réorganisation judiciaire, et ce quelle que soit l'étape de la procédure d'octroi des subventions du présent arrêté;

9° lorsque son entreprise est inscrite depuis plus de trois ans à la Banque-Carrefour des entreprises, ne pas avoir des fonds propres inférieurs à la moitié du capital souscrit;

10° ne pas être un groupement d'entreprises, une fédération ou une chambre de commerce mixte dont l'aide est régie par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juillet 2020 relatif au soutien à l'internationalisation des groupements d'entreprises, des chambres de commerce mixtes et de leurs membres.

Concernant l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, le ministre peut compléter ou préciser les éléments permettant de justifier l'impact négatif direct sur les activités de l'entreprise du demandeur en raison du Brexit.

À l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, le siège d'exploitation est tout établissement ou centre d'activité revêtant un certain caractère de stabilité. Le siège d'exploitation principal est celui qui, au sein de l'ensemble de l'entreprise du demandeur, emploie le plus de travailleurs.

À l'alinéa 1<sup>er</sup>, 4°, l'Agence apprécie le caractère réaliste de la valeur ajoutée pour l'économie wallonne. La recherche et le développement, la propriété intellectuelle, le chiffre d'affaires, les emplois et les investissements directs en Wallonie, ainsi que leur progression respective, sont portés en compte dans l'évaluation continue de la valeur ajoutée en Wallonie. La valeur ajoutée générée par le demandeur de l'aide est considérée en premier lieu et la valeur ajoutée chez les sous-contractants wallons entre en considération en deuxième lieu.

A l'alinéa 1<sup>er</sup>, 7°, aucune compensation ne peut avoir lieu entre les dettes du demandeur envers l'Agence et une subvention visée par le présent arrêté.

**Art. 4.** Le demandeur peut uniquement obtenir la subvention, s'il respecte les conditions prévues par le Règlement (UE) n° 1407/2013.

Le montant de la subvention sollicitée est réduit à raison du solde disponible du plafond autorisé ou lui est refusé lorsque son octroi conduirait le demandeur à dépasser le plafond de subvention prévu par le Règlement (UE) n° 1407/2013 ou la norme qui le remplace.

**Art. 5.** La subvention n'est pas accordée si le demandeur envisage de procéder à une délocalisation partielle ou totale de son activité vers l'étranger, devant entraîner une réduction ou une cessation d'activités en Région wallonne.

Le demandeur maintient ses activités sur le territoire de la Région wallonne pendant une durée de trois ans à compter du paiement de la subvention.

**Art. 6.** Le demandeur bénéficie une seule fois de la subvention visée à l'article 7 au cours de la même période d'appel.

### CHAPITRE 3. — *L'initiative éligible et les coûts admissibles*

**Art. 7.** Dans les limites des crédits engagés à cet effet au budget de l'Agence, une subvention plafonnée à un montant de 30.000 euros peut être accordée au demandeur qui remplit les conditions du présent arrêté pour couvrir les coûts admissibles exposés dans le cadre de son initiative Brexit.

**Art. 8.** Pour être éligible à la subvention visée à l'article 7, l'initiative Brexit du demandeur :

1° est compatible avec le projet à l'international du demandeur;

2° dispose d'un degré de faisabilité raisonnable;

3° est mise en œuvre au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2020;

4° est entièrement réalisée au plus tard nonante jours avant la date de fin de la période d'éligibilité.

**Art. 9.** Les coûts admissibles visés à l'article 7 sont tous les coûts :

1° d'acquisition d'études de marchés étrangers;

2° d'acquisition d'un logiciel informatique permettant d'effectuer les déclarations en douanes;

3° de conseils ou de formations réalisés par des prestataires externes portant sur des formalités douanières, des matières juridiques ou fiscales;

4° de certification de produits pour les pays hors Union européenne;

5° de dépôt de marque pour les pays hors Union européenne;

6° d'étiquetage, de marquage et de mise aux normes de produits pour le Royaume-Uni;

7° d'obtention d'un numéro EORI " Economic Operator Registration and Identification ».

En outre, lorsque les coûts portent sur le lancement d'un nouveau produit ou l'approche d'un nouveau marché, les coûts admissibles visés à l'article 7 sont également tous les coûts :

1° d'acquisition de data base clients et de listings d'adresses e-mail étrangères;

2° de réalisation et d'envoi d'e-mailing par un spécialiste de marketing sur internet;

3° d'acquisition de crédits d'envoi d'e-mailings;

4° de prestations de call centers pour des appels à l'étranger;

5° de réalisation de webinaires destinés à un public étranger par un spécialiste du marketing sur internet;

6° de référencement international sur les moteurs de recherche par un spécialiste du marketing sur internet;

7° d'acquisition de publicités et de référencements internationaux sur des moteurs de recherche, des réseaux sociaux et des plateformes en ligne;

8° de prestations d'influenceurs en ligne ou de leaders d'opinion pour la promotion des produits ou services du demandeur.

L'Agence rejette tous les coûts qui ne sont pas liés à la réalisation de l'initiative Brexit du demandeur.

En outre, ne sont pas des coûts admissibles, même lorsqu'ils sont liés à la réalisation de l'initiative Brexit du demandeur :

1° la taxe sur la valeur ajoutée;

2° la rémunération de prestations fournies par les salariés du demandeur ou par d'autres membres de son entreprise;

3° la rémunération de produits ou de services que le demandeur vend à ses propres clients;

4° des coûts facturés par des fournisseurs ou des prestataires ayant un lien de connexité juridique, financière, fonctionnelle ou structurelle avec le demandeur;

5° des dépenses de fonctionnement normales et récurrentes du demandeur;

6° des dépenses payées en espèces ou par la compensation résultant de la fourniture de biens ou des services;

7° des dépenses refacturées par le demandeur à des tiers;

8° des dépenses ayant un caractère somptuaire;

9° les coûts liés à la mise en place et au fonctionnement d'un réseau de distribution à l'étranger;

10° les coûts pour lesquels le demandeur envisage de solliciter, sollicite, ou a obtenu des subventions ou des financements auprès de l'Agence ou de tout autre organisme, institution ou pouvoir publics;

11° les coûts exposés et payés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2020 et après le nonantième jour précédant la date de fin de la période d'éligibilité.

#### CHAPITRE 4. — *La procédure d'octroi*

##### *Section 1<sup>re</sup>. — L'introduction des demandes de subvention*

**Art. 10.** L'Agence détermine la date d'ouverture et la durée de la période d'appel. En fonction des crédits inscrits à son budget pour les subventions, l'Agence peut décider d'ouvrir plusieurs périodes d'appel.

Seules les demandes valablement introduites sont traitées par l'Agence. Celle-ci peut mettre fin prématurément à la période d'appel visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> si le budget disponible à cet effet est épuisé.

Pour l'application du présent article, l'on entend par la période d'appel : la période fixée par l'Agence durant laquelle le demandeur peut introduire une demande de subvention.

**Art. 11.** Le demandeur introduit sa demande de subvention en remplissant le formulaire électronique mis à disposition sur le site internet de l'Agence.

Le demandeur confirme qu'il respecte le Règlement (UE) n° 1407/2013 ainsi que le présent arrêté.

Cette confirmation ne fait pas obstacle à une vérification de ce respect par l'Agence.

En outre, le demandeur s'engage dans ce formulaire à conserver durant une période de dix ans à partir de la date du versement de la subvention par l'Agence, sauf prolongation du délai conformément aux dispositions légales en matière de prescription, les documents visés aux articles 12, 13 et 18.

**Art. 12.** Le demandeur joint à sa demande de subvention :

1° une description de son projet à l'international et de son initiative Brexit, accompagnée d'un plan de mise en œuvre et d'une estimation du coût de cette initiative;

2° lorsque l'initiative a en partie été réalisée entre le 1<sup>er</sup> janvier 2020 et le jour de l'introduction de la demande, le décompte des coûts admissibles engagés;

3° une explication détaillée de l'impact négatif direct du Brexit sur les activités de son entreprise ainsi que les pièces justificatives permettant de prouver cet impact sur base des critères établis à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°. L'Agence publie sur son site internet les pièces justificatives admises;

4° une déclaration de créance pour le paiement de l'avance visée à l'article 17 sous condition suspensive de la décision d'acceptation visée à l'article 16;

5° tout document utile pour étayer sa demande.

Le décompte des coûts admissibles engagés mentionné à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, et la déclaration de créance mentionnée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 4° sont établis conformément aux modèles mis à disposition sur le site internet de l'Agence.

**Art. 13.** Par dérogation à l'article 12, lorsque l'initiative du demandeur est entièrement réalisée à la date d'introduction de la demande, le demandeur joint à sa demande de subvention :

1° une description de son projet à l'international et de son initiative Brexit accompagnée d'un rapport commercial et d'un décompte des coûts admissibles engagés;

2° une explication détaillée de l'impact négatif direct du Brexit sur les activités de son entreprise ainsi que les pièces justificatives permettant de prouver cet impact sur base des critères établis à l'article 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°;

3° une déclaration de créance pour le paiement de la totalité du montant de la subvention sous condition suspensive de la décision d'acceptation visée à l'article 16;

4° les factures détaillées relatives à l'initiative subventionnée établies au nom du demandeur et enregistrées dans sa comptabilité;

5° les extraits du compte bancaire ou des décomptes de carte de crédit du demandeur identifiant clairement l'identité du demandeur comme donneur d'ordre;

6° tout document utile pour étayer sa demande.

Le rapport commercial et le décompte des coûts admissibles engagés mentionné à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, ainsi que la déclaration de créance mentionnée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, sont établis conformément aux modèles mis à disposition sur le site internet de l'Agence.

Concernant l'alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, les paiements en espèce ou par compensation de biens ou de services ne sont pas autorisés. Les extraits de compte ou décomptes de carte de crédit visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, constituent les seules preuves de paiement acceptées par l'Agence.

**Art. 14.** La demande est considérée comme valablement introduite au sens de l'article 10, alinéa 2, lorsque le demandeur reçoit un accusé de réception de son formulaire électronique de demande mentionnant un numéro de dossier.

#### *Section 2. — L'examen de la demande, la décision d'octroi et le versement de la subvention*

**Art. 15.** L'Agence examine chaque demande valablement introduite au sens de l'article 10, alinéa 2 et peut inviter le demandeur à lui fournir tout complément d'information qu'elle juge utile.

L'Agence refuse toute demande qui ne respecte manifestement pas les conditions d'octroi. Dans les autres cas, l'Agence poursuit l'examen de la demande.

**Art. 16.** Au terme de l'examen, l'Administrateur général de l'Agence accepte la demande ou la rejette par décision motivée. En cas d'acceptation, l'Administrateur général adopte une décision d'octroi de subvention, qui fixe le montant maximum accordé, ainsi que les conditions d'octroi de la subvention.

L'Agence assure le suivi de la décision de l'Administrateur général et la notifie au demandeur.

**Art. 17.** Après notification de la décision d'octroi, l'Agence verse une première tranche de subvention d'un montant de 10.000 euros au demandeur sur base de sa déclaration de créance visée à l'article 12, alinéa 1<sup>er</sup>, 4°.

Lorsque le coût estimé de l'initiative du demandeur est mentionné dans la demande de subvention et est inférieur à 10.000 euros, le montant de la première tranche de subvention visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est plafonné au montant estimé de l'initiative.

**Art. 18.** Dès réalisation complète de l'initiative Brexit subventionnée, et au plus tard nonante jours avant la date de fin de la période d'éligibilité, le demandeur transmet à l'Agence, par voie électronique :

1° un rapport commercial contenant les résultats de l'initiative subventionnée;

2° le décompte des coûts admissibles engagés;

3° une déclaration de créance pour le paiement du solde de la subvention;

4° les factures détaillées relatives à l'initiative subventionnée établies au nom du demandeur et enregistrées dans sa comptabilité;

5° les extraits du compte bancaire ou des décomptes de carte de crédit du demandeur identifiant clairement l'identité du demandeur comme donneur d'ordre;

6° tout autre document demandé par l'Agence.

Le rapport commercial, le décompte des coûts admissibles engagés et la déclaration de créance mentionnés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1° à 3°, sont établis conformément aux modèles mis à disposition sur le site internet de l'Agence.

Concernant l'alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, les paiements en espèce ou par compensation de biens ou de services ne sont pas autorisés. Les extraits de compte ou décomptes de carte de crédit visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, constituent les seules preuves de paiement acceptées par l'Agence.

L'Agence verse le solde de la subvention au demandeur sur base de sa déclaration de créance visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°. Le montant du solde de la subvention est calculé sur base du décompte des coûts admissibles engagés visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, après déduction de la première tranche de la subvention déjà versée au demandeur en application de l'article 17.

**Art. 19.** Par dérogation aux articles 17 et 18, lorsque l'initiative du demandeur a déjà été entièrement réalisée au moment de l'introduction de la demande de subvention, l'Agence verse en une seule fois la totalité du montant de la subvention sur base de sa déclaration de créance visée à l'article 13, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°. Le montant de la subvention est calculé sur base du décompte des coûts admissibles engagés visé à l'article 13, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°.

#### *CHAPITRE 5. — Le remboursement de la subvention*

**Art. 20.** Conformément aux dispositions énoncées par les articles 61 et 62 du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publiques wallonnes, le demandeur qui a perçu une subvention en application du présent arrêté la rembourse dans sa totalité à l'Agence, lorsqu'il :

1° ne respecte pas une ou plusieurs des conditions d'octroi de la subvention;

2° n'a pas transmis les documents visés aux articles 12, 13 et 18 dans le temps imparti;

3° ne maintient pas ses activités sur le territoire de la Région wallonne pendant une durée de trois ans à compter de la date de paiement de la subvention;

4° affecte les fonds reçus à d'autres fins que celles pour lesquelles ils ont été obtenus;

5° a obtenu ou a conservé la subvention en communiquant sciemment des renseignements inexacts ou incomplets, sans préjudice d'une éventuelle poursuite pénale.

En outre, le demandeur rembourse à l'Agence la partie de la subvention qui dépasse le montant justifié par les pièces justificatives admises.

L'Agence adresse au demandeur un envoi recommandé précisant les modalités de remboursement. A défaut de remboursement, l'Agence introduit une action en justice.

Le demandeur se trouvant dans au moins une des situations précitées est privé de toute nouvelle subvention de l'Agence et exclu de toute action collective de l'Agence, tant qu'il ne rembourse pas la subvention concernée. En outre, l'Agence peut décider que le demandeur ne peut plus solliciter de subventions auprès de l'Agence pendant une période de trois années prenant cours à la date du remboursement de la subvention ou de l'avance concernée.

#### CHAPITRE 6. — *Dispositions finales*

**Art. 21.** Le présent arrêté entre en vigueur le lendemain du jour de sa publication au *Moniteur belge* et cesse d'être en vigueur à la date de fin de la période d'éligibilité, tout en continuant à s'appliquer aux dossiers introduits avant cette date.

**Art. 22.** Le Ministre qui a le commerce extérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Namur, le 22 septembre 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,  
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,  
W. BORSUS

#### ÜBERSETZUNG

#### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2022/206414]

#### **22. SEPTEMBRE 2022 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Bedingungen für die Gewährung einer spezifischen Beihilfe zugunsten von Unternehmen, die in ihren internationalen Tätigkeiten direkt negativ vom Brexit betroffen sind**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EU) 2021/1755 zur Einrichtung der Reserve für die Anpassung an den Brexit, der Artikel 5 und 8;

Aufgrund des Dekrets vom 2. April 1998 zur Gründung der Wallonischen Agentur für Export und ausländische Investitionen ("Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers"), Artikel 2 Absatz 2, eingefügt durch das Dekret vom 17. Dezember 2015, und Absatz 5, eingefügt durch das Dekret vom 28. April 2016;

Aufgrund der am 9. März 2022 abgegebenen Stellungnahme des Verwaltungsrats der Wallonischen Agentur für Export und ausländische Investitionen;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 21. April 2022;

Aufgrund der am 25. Mai 2022 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 2. Juni 2022 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 19. Juli 2022 abgegebenen Stellungnahme Nr. 148/2022 der Datenschutzbehörde;

Aufgrund des am 27. Juli 2022 in Anwendung des Artikels 84 Paragraf 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 71.722/2/V;

In der Erwägung, dass der Brexit das wirtschaftliche Gefüge der Wallonischen Region sowohl auf der Ebene der Kleinstunternehmen sowie der kleinen und mittleren Unternehmen als auch auf der Ebene der Großunternehmen ernsthaft beeinträchtigt;

In der Erwägung, dass das Jahr 2020 einen Einbruch der wallonischen Exporte in das Vereinigte Königreich verzeichnete;

In der Erwägung, dass die wallonischen Unternehmen seit dem Austritt des Vereinigten Königreichs aus der Europäischen Union am 1. Januar 2020 höhere Kosten für die Anpassung an die neuen Regeln in den Bereichen Zoll und Verbrauchsteuern, Mehrwertsteuer, Zertifizierung und Normen sowie im Bereich der Logistik, für die Schulung von Personal, für die Beratung in Bezug auf Verträge oder die Anpassung von EDV-Arbeitsmitteln an die neuen Exportanforderungen tragen mussten;

In der Erwägung, dass die wallonischen Unternehmen als Reaktion auf den Brexit und zur Bewältigung der durch den Brexit auferlegten Einschränkungen und neuen Anforderungen schnell über Liquidität verfügen müssen;

In der Erwägung, dass das Europäische Parlament und der Rat angesichts der erheblichen Auswirkungen des Brexits am 6. Oktober 2021 die Verordnung (EU) 2021/1755 zur Einrichtung der Reserve für die Anpassung an den Brexit als Instrument zur Finanzierung der Maßnahmen zur Deckung der Kosten im Zusammenhang mit den direkten negativen Auswirkungen des Brexits verabschiedet haben;

In der Erwägung, dass diese Verordnung (EU) 2021/1755 den Mitgliedstaaten die Finanzierung von Beihilfen aus der Reserve für die Anpassung an den Brexit ermöglicht, die direkt negativ vom Brexit betroffenen Unternehmen gewährt werden, um Kosten zu decken, die im Zeitraum für die Förderfähigkeit vom 1. Januar 2020 bis zum 31. Dezember 2023 entstanden sind und bezahlt wurden;

In der Erwägung, dass die im vorliegenden Erlass genannte Maßnahme zur gezielten Unterstützung aus der Reserve für die Anpassung an den Brexit finanziert wird;

In der Erwägung, dass die auf den vorliegenden Erlass gestützten Beihilfen nur für einen Zeitraum gewährt werden können, der spätestens neunzig Tage vor dem Enddatum des in Artikel 3 Absatz 1 der Verordnung (EU) 2021/1755 vom 6. Oktober 2021 zur Einrichtung der Reserve für die Anpassung an den Brexit genannten Zeitraums endet, der derzeit auf den 31. Dezember 2023 festgelegt ist und gegebenenfalls verlängert wird.

Auf Vorschlag des Ministers für Außenhandel;

Nach Beratung,

Beschließt:

#### KAPITEL I. — *Allgemeine Bestimmungen*

**Artikel 1** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° das Unternehmen: jede Einheit, unabhängig von ihrer Rechtsform, die eine wirtschaftliche Tätigkeit ausübt, wobei zu berücksichtigen ist, dass laut der Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 alle Einheiten, die von ein und derselben Einheit kontrolliert werden, als ein einziges Unternehmen angesehen werden müssen;

2° der Minister: das Mitglied der Wallonischen Regierung, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Außenhandel gehört;

3° die Agentur: die Wallonische Agentur für Export und ausländische Investitionen, abgekürzt "die AWEX";

4° der Antragsteller: das Unternehmen, das einen Zuschussantrag aufgrund des vorliegenden Erlasses eingereicht hat;

5° der Brexit: der tatsächliche Austritt des Vereinigten Königreichs aus der Europäischen Union am 31. Januar 2020;

6° das internationale Projekt: die vom Antragsteller zum Zwecke seiner internationalen Expansion verfolgte Strategie;

7° die Brexit-Initiative: die Maßnahme zur konkreten Umsetzung des internationalen Projekts des Antragstellers, dessen Tätigkeiten durch den Brexit direkt negativ betroffen waren, mit dem Ziel, verlorene Marktanteile zurückzugewinnen, höhere Exportkosten auszugleichen oder neue Chancen außerhalb des belgischen Marktes zu nutzen;

8° die Verordnung (EU) Nr. 1407/2013: die Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 der Kommission vom 18. Dezember 2013 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf De-minimis-Beihilfen;

9° die Verordnung (EU) 2021/1755: die Verordnung (EU) 2021/1755 zur Einrichtung der Reserve für die Anpassung an den Brexit;

10° der Zeitraum für die Förderfähigkeit: der in Artikel 3 Absatz 1 der Verordnung (EU) 2021/1755 genannte Referenzzeitraum, der gegebenenfalls verlängert wird.

**Art. 2** - Bei dem im vorliegenden Erlass genannten Zuschuss handelt es sich um eine spezifische Beihilfe, die dazu bestimmt ist, die vom Antragsteller ausgehenden Brexit-Initiativen zu unterstützen. Er unterliegt der Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 und der Verordnung (EU) Nr. 2021/1755 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 6. Oktober 2021 zur Einrichtung der Reserve für die Anpassung an den Brexit.

Er ergänzt die anderen von der Agentur vorgesehenen Beihilfemechanismen.

#### KAPITEL 2 - Bedingungen für die Zuschussfähigkeit

**Art. 3** - Anspruch auf den Zuschuss hat der Antragsteller, der die folgenden Bedingungen erfüllt:

1° ein bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen registriertes Unternehmen mit einem aktiven Status sein, das über einen Hauptbetriebssitz in der Wallonischen Region verfügt;

2° in der Datenbank der Exportunternehmen der Agentur mit einem aktiven Status registriert sein, oder dort einen Registrierungsantrag einreichen;

3° aufgrund des Brexits direkte negative Auswirkungen auf die Tätigkeiten seines Unternehmens erlitten haben, begründet durch:

a) einen Verlust von mindestens fünf Prozent seines Jahresumsatzes ohne Mehrwertsteuer aus der Geschäftstätigkeit mit dem Vereinigten Königreich ab dem 1. Januar 2020 im Vergleich zu seinem Jahresumsatz ohne Mehrwertsteuer aus der Geschäftstätigkeit mit dem Vereinigten Königreich im Bezugsjahr 2019 oder;

b) einen Verlust von mindestens einer Vollzeitereinheit bei Antragstellern mit einer Beschäftigtenzahl von einer bis neunundvierzig Personen, von mindestens drei Vollzeitereinheiten bei Antragstellern mit einer Beschäftigtenzahl von fünfzig bis einhundertneunundneunzig Personen und von mindestens fünf Vollzeitereinheiten bei Antragstellern mit einer Beschäftigtenzahl von mindestens zweihundert Personen oder;

c) einen Anstieg der Brexit-bedingten Kosten ohne Mehrwertsteuer, einen Anstieg der Preise für Rohstoffe aus dem Vereinigten Königreich, die Mehrkosten aufgrund der Notwendigkeit, Waren von außerhalb des Vereinigten Königreichs zu beziehen, oder andere zusätzliche Kosten in Höhe von mindestens fünf Prozent im Vergleich zu den Kosten ohne Mehrwertsteuer im Bezugsjahr 2019;

4° ein konkretes und strukturiertes internationales Projekt haben, das, wenn es zustande kommt, einen Mehrwert für die wallonische Wirtschaft generiert, insbesondere im Bereich der Schaffung oder Aufrechterhaltung von Arbeitsplätzen in der Wallonischen Region oder im Bereich der Entwicklung der Produktion von Waren und Dienstleistungen in der Wallonischen Region, oder aber in Sachen Innovation.

5° über eine Brexit-Initiative und ein internationales Projekt verfügen, die den nationalen und internationalen Normen entsprechen, die auf den beruflichen Sektor des Antragstellers Anwendung finden, einschließlich der eventuellen berufsethischen Regeln;

6° den gesetzlichen Bestimmungen genügen, die die Ausübung seiner Tätigkeit regeln, und die steuer-, sozial- und umweltrechtlichen Verpflichtungen sowie den Kodex der Standespflichten oder die Geschäftsordnung seines Berufs beachten;

7° keine Beträge schulden, die von der Agentur gefordert werden können;

8° nicht in die Liquidation, den Konkurs, die Einstellung der Tätigkeiten oder in ein Gesamtinsolvenzverfahren, einschließlich eines gerichtlichen Sanierungsverfahrens, gehen, und zwar unabhängig von der Phase des Verfahrens zur Gewährung von Zuschüssen aus dem vorliegenden Erlass;

9° sofern sein Unternehmen seit mehr als drei Jahren bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen eingetragen ist, nicht über ein Eigenkapital verfügen, das weniger als die Hälfte des gezeichneten Kapitals beträgt;

10° keine Unternehmensgemeinschaft, kein Verband und keine gemischte Handelskammer sein, deren Unterstützung dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. Juli 2020 über die Förderung der Internationalisierung von Unternehmensverbänden, gemischten Handelskammern und ihren Mitgliedern unterliegt.

In Bezug auf Absatz 1 Ziffer 3 kann der Minister die Punkte ergänzen oder näher bestimmen, mit denen die direkten negativen Auswirkungen auf die Tätigkeiten des Unternehmens des Antragstellers aufgrund des Brexits begründet werden können.

In Absatz 1 Ziffer 1 versteht man unter Betriebssitz jede Niederlassung oder Geschäftsstelle, die einen gewissermaßen stabilen Charakter aufweist. Der Hauptbetriebssitz ist derjenige, der innerhalb des gesamten Unternehmens des Antragstellers die größte Anzahl Arbeitnehmer beschäftigt.

In Absatz 1 Ziffer 4 schätzt die Agentur den realistischen Charakter der Wertschöpfung für die wallonische Wirtschaft ein. Forschung und Entwicklung, geistiges Eigentum, Umsatz, Arbeitsplätze und Direktinvestitionen in der Wallonie sowie ihre jeweiligen Fortschritte fließen in die laufende Bewertung des Mehrwerts in der Wallonie ein. Dabei wird in erster Linie die Wertschöpfung berücksichtigt, die der Antragsteller der Beihilfe erwirtschaftet. Die Wertschöpfung bei den wallonischen Subunternehmern wird in zweiter Linie berücksichtigt.

Gemäß Absatz 1 Ziffer 7 kann kein Ausgleich zwischen den Schulden des Antragstellers gegenüber der Agentur und einem im vorliegenden Erlass genannten Zuschuss stattfinden.

**Art. 4** - Der Antragsteller kann den Zuschuss nur erhalten, wenn er die in der Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 vorgesehenen Bedingungen erfüllt.

Der Betrag des beantragten Zuschusses wird im Verhältnis zum verfügbaren Saldo des zugelassenen Höchstbetrags reduziert oder abgelehnt, wenn dessen Gewährung den Antragsteller dazu führen würde, den in der Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 oder in der Norm, die sie ersetzt, vorgesehenen Höchstbetrag des Zuschusses zu überschreiten.

**Art. 5** - Der Zuschuss wird nicht gewährt, wenn der Antragsteller eine ganze oder teilweise Auslagerung seiner Tätigkeit ins Ausland plant, die zu einer Reduzierung oder einer Einstellung der Tätigkeiten in der Wallonischen Region führen muss.

Der Antragsteller erhält während einer Dauer von drei Jahren nach Auszahlung des Zuschusses seine Tätigkeiten auf dem Gebiet der Wallonischen Region aufrecht.

**Art. 6** - Im Laufe desselben Abrufzeitraums nimmt der Antragsteller den in Artikel 7 genannten Zuschuss nur einmal in Anspruch.

### KAPITEL 3. — *Beihilfefähige Initiative und zuschussfähige Kosten*

**Art. 7** - Im Rahmen der im Haushaltsplan der Agentur zu diesem Zweck eingesetzten Mittel kann dem Antragsteller, der die Bedingungen des vorliegenden Erlasses erfüllt, ein Zuschuss bis zu einer Obergrenze von 30 000 Euro gewährt werden, um die zuschussfähigen Kosten zu decken, die im Rahmen seiner Brexit-Initiative anfallen.

**Art. 8** - Um für den Zuschuss nach Artikel 7 in Betracht kommen zu können, muss die Brexit-Initiative des Antragstellers folgende Bedingungen erfüllen:

1° mit dem internationalen Projekt des Antragstellers vereinbar sein;

2° eine vernünftige Durchführbarkeit aufweisen;

3° frühestens am 1. Januar 2020 umgesetzt werden;

4° spätestens neunzig Tage vor dem Enddatum des Zeitraums für die Förderfähigkeit vollständig umgesetzt werden.

**Art. 9** - Die zuschussfähigen Kosten nach Artikel 7 sind alle Kosten:

1° für den Erwerb von Studien über ausländische Märkte;

2° für den Erwerb von Software zur Erstellung von Zollanmeldungen;

3° für Beratung oder Ausbildung durch externe Dienstleister in Bezug auf Zollformalitäten, Rechts- oder Steuerfragen;

4° für Produktzertifizierung für Länder außerhalb der Europäischen Union;

5° für die Anmeldung von Marken für Länder außerhalb der Europäischen Union;

6° für die Kennzeichnung und die Markierung von Produkten sowie deren Anpassung an die Normen für das Vereinigte Königreich;

7° für die Beschaffung einer EORI-Nummer "Registrierung und Identifizierung von Wirtschaftsbeteiligten".

Wenn sich die Kosten auf die Einführung eines neuen Produkts oder die Erschließung eines neuen Marktes beziehen, sind die in Artikel 7 genannten zuschussfähigen Kosten auch alle Kosten für:

1° den Erwerb von Datenbanken über Kunden und Listen von ausländischen E-Mail-Adressen;

2° die Erstellung und den Versand von E-Mailings durch einen spezialisierten Anbieter im Bereich Internetmarketing;

- 3° den Erwerb von Guthaben für den E-Mailing-Versand;
- 4° Leistungen von Callcentern für Anrufe ins Ausland;
- 5° die Durchführung von Webinaren für ein ausländisches Publikum durch einen spezialisierten Anbieter im Bereich Internetmarketing;
- 6° die internationale Referenzierung auf Suchmaschinen durch einen spezialisierten Anbieter im Bereich Internetmarketing;
- 7° den Erwerb von internationaler Werbung und Referenzierung auf Suchmaschinen, sozialen Netzwerken und Online-Plattformen;
- 8° Leistungen von Online-Influencern oder Meinungsführern zur Förderung der Produkte oder Dienstleistungen des Antragstellers.

Die Agentur lehnt alle Kosten ab, die nicht mit der Umsetzung der Brexit-Initiative des Antragstellers verbunden sind.

Die folgenden Kosten sind nicht zuschussfähig, selbst wenn sie mit der Umsetzung der Brexit-Initiative des Antragstellers verbunden sind:

- 1° die Mehrwertsteuer;
- 2° die Vergütung für Dienstleistungen, die von den Angestellten des Antragstellers oder von anderen Mitgliedern seines Unternehmens erbracht werden;
- 3° die Vergütung für Produkte oder Dienstleistungen, die der Antragsteller seinen eigenen Kunden verkauft;
- 4° Kosten, die von Lieferanten oder Dienstleistern in Rechnung gestellt werden, die in rechtlicher, finanzieller, funktionaler oder struktureller Verbindung mit dem Antragsteller stehen;
- 5° übliche und regelmäßige Betriebsausgaben des Antragstellers;
- 6° Ausgaben, die in bar oder mittels Ausgleich durch die Lieferung von Waren oder Dienstleistungen getätigt werden;
- 7° Ausgaben, die vom Antragsteller an Dritte weiter verrechnet werden;
- 8° Ausgaben mit luxuriösem Charakter;
- 9° Kosten im Zusammenhang mit der Errichtung und dem Betrieb eines Vertriebsnetzes im Ausland;
- 10° Kosten, für welche der Antragsteller Zuschüsse oder Finanzierungen bei der Agentur oder jeder anderen öffentlichen Anstalt, Einrichtung oder Behörde zu beantragen erwägt, beantragt oder erhalten hat;
- 11° Kosten, die vor dem 1. Januar 2020 und nach dem neunzigsten Tag vor dem Enddatum des Zeitraums für die Förderfähigkeit entstanden sind und bezahlt wurden.

#### KAPITEL 4. — *Verfahren zur Gewährung*

##### *Abschnitt 1. — Einreichung der Zuschussanträge*

**Art. 10** - Die Agentur bestimmt, wann der Abrufzeitraum beginnt, und wie lange er dauert. Je nach den in ihrem Haushaltsplan eingetragenen Mitteln für Zuschüsse kann die Agentur beschließen, mehrere Abrufzeiträume zu eröffnen.

Nur gültig eingereichte Anträge werden von der Agentur bearbeitet. Die Agentur kann den in Absatz 1 genannten Abrufzeitraum vorzeitig beenden, wenn die zu diesem Zweck verfügbaren Haushaltsmittel erschöpft sind.

Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses versteht man unter Abrufzeitraum den von der Agentur bestimmten Zeitraum, im Laufe dessen der Antragsteller einen Zuschussantrag einreichen kann.

**Art. 11** - Der Antragsteller reicht seinen Zuschussantrag ein, indem er das auf der Website der Agentur zur Verfügung gestellte elektronische Formular ausfüllt.

Der Antragsteller bestätigt, dass er die Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 sowie den vorliegenden Erlass einhält.

Diese Bestätigung schließt eine Prüfung dieser Einhaltung durch die Agentur nicht aus.

Außerdem verpflichtet sich der Antragsteller in diesem Formular, die in Artikel 12, 13 und 18 genannten Unterlagen während eines Zeitraums von zehn Jahren ab dem Datum der Auszahlung des Zuschusses durch die Agentur aufzubewahren, es sei denn, dieser Zeitraum wird gemäß den gesetzlichen Bestimmungen über Verjährungsfristen verlängert.

**Art. 12** - Der Antragsteller fügt seinem Zuschussantrag Folgendes bei:

- 1° eine Beschreibung seines internationalen Projekts und seiner Brexit-Initiative, zusammen mit einem Umsetzungsplan und einer Schätzung der Kosten dieser Initiative;
- 2° wenn die Initiative teilweise zwischen dem 1. Januar 2020 und dem Tag der Antragstellung durchgeführt wurde, die Abrechnung der entstandenen zuschussfähigen Kosten;
- 3° eine detaillierte Erklärung der direkten negativen Auswirkungen des Brexits auf die Tätigkeiten seines Unternehmens sowie Belege, mit denen diese Auswirkungen anhand der in Artikel 3 Absatz 1 Ziffer 3 festgelegten Kriterien nachgewiesen werden können. Die Agentur veröffentlicht die zugelassenen Belege auf ihrer Website;
- 4° eine Forderungsanmeldung für die Zahlung des Vorschusses nach Artikel 17 unter der aufschiebenden Bedingung des Beschlusses zur Annahme nach Artikel 16;
- 5° jedes zur Bekräftigung seines Antrags nützliche Dokument.

Die in Absatz 1 Ziffer 2 erwähnte Abrechnung der entstandenen zuschussfähigen Kosten und die in Absatz 1 Ziffer 4 erwähnte Forderungsanmeldung werden gemäß den auf der Website der Agentur zur Verfügung gestellten Mustern erstellt.

**Art. 13** - Abweichend von Artikel 12 fügt der Antragsteller in Fällen, in denen die Initiative des Antragstellers zum Zeitpunkt der Antragstellung vollständig umgesetzt ist, seinem Zuschussantrag Folgendes bei:

1° eine Beschreibung seines internationalen Projekts und seiner Brexit-Initiative zusammen mit einem Handelsbericht und einer Abrechnung der entstandenen zuschussfähigen Kosten;

2° eine detaillierte Erklärung der direkten negativen Auswirkungen des Brexits auf die Tätigkeiten seines Unternehmens sowie Belege, mit denen diese Auswirkungen anhand der in Artikel 3 Absatz 1 Ziffer 3 festgelegten Kriterien nachgewiesen werden können;

3° eine Forderungsanmeldung für die Zahlung des gesamten Zuschussbetrags unter der aufschiebenden Bedingung des Beschlusses zur Annahme nach Artikel 16;

4° die auf den Namen des Antragstellers erstellten und in dessen Buchführung erfassten detaillierten Rechnungen in Bezug auf die bezuschusste Initiative;

5° die Bankkontoauszüge oder Kreditkartenabrechnungen des Antragstellers, auf denen die Identität des Antragstellers als Auftraggeber deutlich angegeben ist;

6° jedes zur Bekräftigung seines Antrags nützliche Dokument.

Der in Absatz 1 Ziffer 1 erwähnte Handelsbericht und die Abrechnung der entstandenen zuschussfähigen Kosten und die in Absatz 1 Ziffer 3 erwähnte Forderungsanmeldung werden gemäß den auf der Website der Agentur zur Verfügung gestellten Mustern erstellt.

In Bezug auf Absatz 1 Ziffer 5 sind Zahlungen in bar oder durch Gegenleistung mit Gütern oder Dienstleistungen nicht zulässig. Die Kontoauszüge oder Kreditkartenabrechnungen nach Absatz 1 Ziffer 5 sind die einzigen Zahlungsbelege, die von der Agentur angenommen werden.

**Art. 14** - Der Antrag gilt als gültig eingereicht im Sinne von Artikel 10 Absatz 2, wenn der Antragsteller eine Empfangsbestätigung für sein elektronisches Antragsformular erhält, in der ein Aktenzeichen angegeben ist.

Abschnitt 2 - Untersuchung des Antrags, Gewährungsbeschluss und Überweisung des Zuschusses

**Art. 15** - Die Agentur untersucht jeden gültig eingereichten Antrag nach Artikel 10 Absatz 2 und kann den Antragsteller auffordern, ihr alle zusätzlichen Informationen zu übermitteln, die sie für nützlich hält.

Die Agentur verweigert jeden Antrag, der die Gewährungsbedingungen offensichtlich nicht einhält. In allen anderen Fällen setzt die Agentur die Prüfung des Antrags fort.

**Art. 16** - Nach Abschluss der Untersuchung nimmt der Generalverwalter der Agentur durch einen begründeten Beschluss den Antrag an oder lehnt ihn ab. Im Falle der Bewilligung erlässt der Generalverwalter einen Beschluss über die Gewährung eines Zuschusses, in dem der Höchstbetrag und die Gewährungsbedingungen des Zuschusses festgelegt werden.

Die Agentur sorgt für die weitere Behandlung des Beschlusses des Generalverwalters und notifiziert ihn dem Antragsteller.

**Art. 17** - Nachdem der Gewährungsbeschluss mitgeteilt wurde, überweist die Agentur dem Antragsteller eine erste Rate des Zuschusses in Höhe von 10 000 Euro auf der Grundlage seiner in Artikel 12 Absatz 1 Ziffer 4 genannten Forderungsanmeldung.

Wenn die geschätzten Kosten der Initiative des Antragstellers im Zuschussantrag angegeben werden und weniger als 10 000 Euro betragen, wird der Betrag der ersten Rate des Zuschusses nach Absatz 1 auf den geschätzten Betrag der Initiative begrenzt.

**Art. 18** - Nach der vollständigen Durchführung der bezuschussten Brexit-Initiative, spätestens jedoch neunzig Tage vor dem Ende des Zeitraums für die Förderfähigkeit übermittelt der Antragsteller der Agentur auf elektronischem Wege:

1° einen Handelsbericht mit den Ergebnissen der bezuschussten Initiative;

2° die Abrechnung der entstandenen zuschussfähigen Kosten;

3° eine Forderungsanmeldung für die Zahlung des Restbetrags des Zuschusses;

4° die auf den Namen des Antragstellers erstellten und in dessen Buchführung erfassten detaillierten Rechnungen in Bezug auf die bezuschusste Initiative;

5° die Bankkontoauszüge oder Kreditkartenabrechnungen des Antragstellers, auf denen die Identität des Antragstellers als Auftraggeber deutlich angegeben ist;

6° jedes sonstige von der Agentur verlangte Dokument.

Der in Absatz 1 Ziffer 1 bis 3 erwähnte Handelsbericht, die Abrechnung der entstandenen zuschussfähigen Kosten und die Forderungsanmeldung werden gemäß den auf der Website der Agentur zur Verfügung gestellten Mustern erstellt.

In Bezug auf Absatz 1 Ziffer 5 sind Zahlungen in bar oder durch Gegenleistung mit Gütern oder Dienstleistungen nicht zulässig. Die Kontoauszüge oder Kreditkartenabrechnungen nach Absatz 1 Ziffer 5 sind die einzigen Zahlungsbelege, die von der Agentur angenommen werden.

Die Agentur zahlt dem Antragsteller den Restbetrag des Zuschusses auf der Grundlage seiner in Absatz 1 Ziffer 3 genannten Forderungsanmeldung aus. Der Betrag des Restbetrags des Zuschusses wird auf der Grundlage der Abrechnung der entstandenen beihilfefähigen Kosten gemäß Absatz 1 Ziffer 2 berechnet, nach Abzug der ersten Rate des Zuschusses, die dem Antragsteller bereits gemäß Artikel 17 ausgezahlt wurde.

**Art. 19** - Abweichend von den Artikeln 17 und 18 zahlt die Agentur, wenn die Initiative des Antragstellers zum Zeitpunkt der Einreichung des Zuschussantrags bereits vollständig umgesetzt wurde, den gesamten Zuschussbetrag auf der Grundlage seiner Forderungsanmeldung nach Artikel 13 Absatz 1 Ziffer 3 in einer einzigen Zahlung aus. Der Zuschussbetrag wird auf der Grundlage der Abrechnung der entstandenen zuschussfähigen Kosten gemäß Artikel 13 Absatz 1 Ziffer 1 berechnet.

#### KAPITEL 5. — Rückzahlung des Zuschusses

**Art. 20** - In Übereinstimmung mit den Bestimmungen von Artikel 61 und 62 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten erstattet der Antragsteller, der einen im vorliegenden Erlass genannten Zuschuss erhalten hat, diesen vollständig der Agentur zurück, wenn er:

1° eine oder mehrere Bedingungen für die Gewährung des Zuschusses nicht erfüllt;

2° die in Artikel 12, 13 und 18 genannten Unterlagen nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist übermittelt hat;

3° seine Tätigkeiten auf dem Gebiet der Wallonischen Region nicht während einer Dauer von drei Jahren nach dem Datum der Auszahlung des Zuschusses aufrechterhält;

4° die erhaltenen Geldmittel für andere Zwecke verwendet als diejenigen, für die sie gewährt wurden;

5° unbeschadet einer eventuellen Strafverfolgung den Zuschuss erhalten oder behalten hat, indem er wissentlich falsche oder unvollständige Angaben mitgeteilt hat.

Darüber hinaus muss der Antragsteller der Agentur den Teil des Zuschusses zurückerstatten, der den durch die akzeptierten Belege gerechtfertigten Betrag übersteigt.

Die Agentur richtet einen Einschreibebrief an den Antragsteller, in dem die Erstattungsmodalitäten angeführt sind. Wenn der Antragsteller den Zuschuss nicht erstattet, erhebt die Agentur Klage.

Dem Antragsteller, der sich in mindestens einer der vorgenannten Situationen befindet, wird jeder neue Zuschuss der Agentur untersagt und er wird von jeder kollektiven Aktion der Agentur ausgeschlossen, solange er den betroffenen Zuschuss nicht erstattet. Die Agentur kann außerdem beschließen, dass der Antragsteller während eines Zeitraums von drei Jahren ab dem Datum der Erstattung des betroffenen Zuschusses oder Vorschusses bei der Agentur keinen Zuschuss mehr beantragen darf.

#### KAPITEL 6. — *Schlussbestimmungen*

**Art. 21** - Der vorliegende Erlass tritt am Tage nach demjenigen seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft und tritt am Datum des Endes des Zeitraums für die Förderfähigkeit außer Kraft, findet jedoch weiterhin Anwendung auf die vor diesem Datum eingereichten Akten.

**Art. 22** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Außenhandel gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 22. September 2022

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2022/206414]

### **22 SEPTEMBER 2022. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van specifieke steun aan ondernemingen die in hun internationale activiteiten rechtstreeks nadeel ondervinden van de Brexit**

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EU) 2021/1755 van 6 oktober 2021 tot oprichting van de reserve voor aanpassing aan de Brexit, de artikelen 5 en 8;

Gelet op het decreet van 2 april 1998 houdende oprichting van het "Agence wallonne à l'Exportation et aux investissements étrangers" (Waals Exportagentschap voor uitvoer en Buitenlandse Investerings), artikel 2, tweede lid, ingevoegd bij het decreet van 17 december 2015, en vijfde lid, ingevoegd bij het decreet van 28 april 2016;

Gelet op het advies van de raad van bestuur van het "Agence wallonne à l'Exportation et aux investissements étrangers", gegeven op 9 maart 2022;

Gelet op het rapport van 21 april 2022 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 25 mei 2022;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 2 juni 2022;

Gelet op het advies nr. 148/2022 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 19 juli 2022;

Gelet op het advies nr. 71.722/2/V van de Raad van State, gegeven op 27 juli 2022, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de Brexit de economische structuur van het Waalse Gewest ernstig aantast, zowel op het niveau van micro-, kleine en middelgrote ondernemingen als op het niveau van grote ondernemingen;

Overwegende dat het jaar 2020 een daling van de Waalse export naar het Verenigd Koninkrijk betekende;

Overwegende dat de Waalse bedrijven sinds de terugtrekking van het Verenigd Koninkrijk uit de Europese Unie op 1 januari 2020 een stijging van de kosten hebben moeten dragen om zich aan te passen aan de nieuwe regels inzake douane en accijnzen, btw, certificering en normen, alsook op het gebied van logistiek, opleiding van personeel, advies over contracten of aanpassing van IT-instrumenten aan de nieuwe exportvereisten;

Overwegende dat Waalse ondernemingen, om op de Brexit te kunnen reageren en aan de beperkingen en nieuwe eisen van de Brexit te kunnen voldoen, snel over liquiditeiten moeten kunnen beschikken;

Overwegende dat het Europees Parlement en de Raad, gelet op de grote gevolgen van de Brexit, op 6 oktober 2021 Verordening (EU) 2021/1755 tot oprichting van de reserve voor aanpassing aan de Brexit als instrument voor de financiering van maatregelen ter dekking van de kosten in verband met de directe negatieve gevolgen van de Brexit hebben aangenomen;

Overwegende dat deze Verordening (EU) 2021/1755 het de lidstaten mogelijk maakt steun aan ondernemingen die rechtstreeks negatieve gevolgen van de Brexit ondervinden, te financieren uit de reserve voor aanpassing aan de Brexit door de kosten te dekken die in de subsidiabiliteitsperiode van 1 januari 2020 tot en met 31 december 2023 zijn gemaakt en betaald;

Overwegende dat de in dit besluit bedoelde specifieke steunmaatregel zal worden gefinancierd uit de reserve voor aanpassing aan de Brexit;

Overwegende dat steun op basis van dit besluit slechts mag worden verleend voor een periode die uiterlijk 90 dagen vóór het einde van de in artikel 3, lid 1, van Verordening (EU) 2021/1755 van 6 oktober 2021 tot oprichting van de reserve voor aanpassing aan de Brexit, die momenteel is vastgesteld op 31 december 2023 en eventueel kan worden verlengd, afloopt.

Op de voordracht van de Minister van Buitenlandse handel;

Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° onderneming: elke entiteit, ongeacht de rechtsvorm ervan, die een economische activiteit uitoefent, waarbij aangemerkt wordt dat overeenkomstig Verordening (EU) nr. 1407/2013, alle entiteiten die onder de zeggenschap staan van dezelfde entiteit, als één onderneming dienen te worden beschouwd;

2° de Minister: het lid van de Waalse Regering bevoegd voor Buitenlandse Handel;

3° het Agentschap: het Waals Agentschap voor Uitvoer en Buitenlandse Investerings, afgekort "AWEX";

4° aanvrager: de onderneming die een op dit besluit gegronde subsidie-aanvraag ingediend heeft;

5° de Brexit: de daadwerkelijke terugtrekking van het Verenigd Koninkrijk uit de Europese Unie op 31 januari 2020;

6° het project op internationaal vlak : de strategie gevolgd door de aanvrager om zijn internationale ontwikkeling te bevorderen;

7° het Brexit-initiatief: de concrete uitvoering van het internationale project van de aanvrager wiens activiteiten rechtstreeks negatief zijn beïnvloed door de Brexit om verloren marktaandeel terug te winnen, de stijging van de exportkosten te compenseren of nieuwe kansen buiten de Belgische markt aan te grijpen;

8° Verordening (EU) nr. 1407/2013 : Verordening (EU) nr. 1407/2013 van de Commissie van 18 december 2013 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun;

9° de Verordening (EU) 2021/1755 : de Verordening (EU) 2021/1755 tot oprichting van de reserve voor aanpassing aan de Brexit;

10° de subsidiabiliteitsperiode: de referentieperiode bedoeld in artikel 3, punt 1), van Verordening (EU) 2021/1755, eventueel verlengd.

**Art. 2.** De subsidie bedoeld in dit besluit is een specifieke steunmaatregel ter ondersteuning van de Brexit-initiatieven van de aanvrager. Ze wordt onderworpen aan Verordening (EU) nr. 1407/2013 en Verordening (EU) 2021/1755 van het Europees Parlement en de Raad van 6 oktober 2021 tot oprichting van de reserve voor aanpassing aan de Brexit 8

Ze vormt een aanvulling op de andere steunregelingen van het Agentschap.

#### HOOFDSTUK 2. — *Subsidiabiliteitsvoorwaarden*

**Art. 3.** Om in aanmerking te komen voor de toelagen moet de aanvrager aan de volgende voorwaarden voldoen:

1° een onderneming zijn die met een "actief" statuut geregistreerd is bij de Kruispuntbank van Ondernemingen (KBO) en die haar hoofdbedrijfszetel in het Waalse Gewest heeft.

2° met een "actief" statuut in de databank van de uitvoerende ondernemingen van het Agentschap worden geregistreerd of daar een aanvraag tot registratie indienen;

3° als gevolg van de Brexit rechtstreekse negatieve gevolgen voor zijn bedrijf hebben ondervonden, gerechtvaardigd :

a) door een verlies van ten minste vijf procent van zijn jaaromzet in het Verenigd Koninkrijk exclusief btw vanaf 1 januari 2020 ten opzichte van zijn omzet in het Verenigd Koninkrijk exclusief btw in het referentiejaar 2019; of;

b) door een verlies van werkgelegenheid van ten minste één voltijdsequivalent voor een aanvrager met tussen een en negenveertig personen, ten minste drie voltijdsequivalenten voor een aanvrager met tussen vijftig en honderdnegenennegentig personen en ten minste vijf voltijdsequivalenten voor een aanvrager met ten minste tweehonderd personen of;

c) door een stijging van de niet-btw-kosten in verband met Brexit, een stijging van de grondstoffenprijzen uit het Verenigd Koninkrijk, de extra kosten van inkoop buiten het Verenigd Koninkrijk of andere extra kosten van ten minste vijf procent ten opzichte van de niet-btw-kosten van het referentiejaar 2019;

4° een concreet en gestructureerd project op internationaal vlak hebben dat indien het tot een goed einde gebracht wordt, een meerwaarde voor de Waalse economie creëert, met name in termen van werkgelegenheidscreatie- of handhaving in het Waalse Gewest of in termen van ontwikkeling van de productie van goederen of diensten in het Waalse Gewest, of in termen van innovatie.

5° over een Brexit-initiatief en een project op internationaal vlak beschikken dat voldoet aan de nationale en internationale normen die van toepassing zijn op de beroepssector van de aanvrager met inbegrip van de eventuele deontologische regels;

6° aan de wetsbepalingen voldoen die zijn activiteit regelen, en aan de fiscale, sociale en milieuwetgevingen alsook aan de deontologische code of het huishoudelijk reglement dat op zijn beroep van toepassing is;

7° geen schuldenaar zijn van eisbare bedragen ten opzichte van het Agentschap;

8° niet in liquidatie, faillissement, staking van activiteiten of collectieve insolventieprocedures, met inbegrip van gerechtelijke reorganisatieprocedures, verkeren in enig stadium van de procedure voor de toekenning van subsidies op grond van dit besluit;

9° indien de vennootschap meer dan drie jaar bij de Kruispuntbank van Ondernemingen is ingeschreven, mag het eigen vermogen niet kleiner zijn dan de helft van het geplaatste kapitaal;

10° geen groepering van ondernemingen, federatie of gemengde kamer van koophandel zijn waarvan de steun wordt geregeld door het besluit van de Waalse Regering van 9 juli 2020 betreffende de ondersteuning van de internationalisering van groeperingen van ondernemingen, gemengde kamers van koophandel en hun leden.

Met betrekking tot het eerste lid, 3°, kan de Minister bevoegd voor buitenlandse handel de elementen die de rechtstreekse negatieve impact op de activiteiten van de onderneming van de aanvrager als gevolg van de Brexit rechtvaardigen, aanvullen of specificeren.

In het eerste lid, 1°, is de bedrijfszetel elke inrichting of activiteitencentrum met een bepaald stabiliteitskarakter. De hoofdbedrijfszetel is de zetel die binnen het geheel van de onderneming van de aanvrager, het grootste aantal werknemers tewerkstelt.

In het eerste lid, 4°, waardeert het Agentschap het realistische karakter van deze toegevoegde waarde voor de Waalse economie. Onderzoek en ontwikkeling, intellectuele eigendom, omzet, werkgelegenheid en directe investeringen in Wallonië, alsook hun respectieve groei, worden in aanmerking genomen bij de voortdurende evaluatie van de toegevoegde waarde in Wallonië. De door de steunaanvrager gegenereerde toegevoegde waarde komt op de eerste plaats en de toegevoegde waarde van de Waalse onderaannemers komt op de tweede plaats.

In het eerste lid, 7°, mag er geen enkelen compensatie worden verricht tussen de schulden van de aanvrager tegenover het Agentschap en een in dit besluit bedoelde subsidie.

**Art. 4.** De aanvrager kan geen subsidie verkrijgen als hij de voorwaarden bedoeld bij Verordening (EU) nr. 1407/2013 niet in acht neemt.

Bijgevolg wordt het gevraagde subsidiebedrag verminderd met het beschikbare saldo onder het toegestane plafond of wordt het geweigerd indien de toekenning ervan ertoe zou leiden dat de aanvrager de maximumbedragen van de subsidies bedoeld in Verordening (EU) nr. 1407/2013 of de norm die daarvoor in de plaats is gekomen, overschrijdt.

**Art. 5.** De subsidie wordt niet toegekend als de aanvrager van plan is over te gaan tot een gedeeltelijke of gehele delocalisatie van zijn activiteit naar het buitenland, wat een vermindering of een stopzetting van activiteiten in het Waalse Gewest als gevolg zou hebben.

De aanvrager handhaaft zijn activiteiten op het grondgebied van het Waalse Gewest tijdens een duur van drie jaar te rekenen van de betaling van de subsidie.

**Art. 6.** De aanvrager kan de in artikel 7 bedoelde subsidie slechts eenmaal in dezelfde oproepperiode ontvangen. HOOFDSTUK 3. — Het in aanmerking komende initiatief en de subsidiabele kosten

**Art. 7.** Binnen de grenzen van de daartoe in de begroting van het Agentschap vastgelegde kredieten kan aan een aanvrager die voldoet aan de voorwaarden van dit besluit een subsidie van maximaal 30.000 euro worden toegekend ter dekking van de subsidiabele kosten die in verband met zijn Brexit-initiatief worden gemaakt.

**Art. 8.** Om voor de in artikel 7 bedoelde subsidie in aanmerking te komen, moet het Brexit-initiatief van de aanvrager :

- 1° verenigbaar zijn met het project op internationaal vlak van de aanvrager;
- 2° een redelijke mate van haalbaarheid hebben;
- 3° niet eerder dan 1 januari 2020 worden uitgevoerd;
- 4° uiterlijk 90 dagen voor het einde van de subsidiabiliteitsperiode volledig worden uitgevoerd.

**Art. 9.** De in artikel 7 bedoelde subsidiabele kosten zijn alle kosten:

- 1° voor de aankoop van studies van buitenlandse markten;
- 2° voor de aankoop van computersoftware voor het verrichten van douaneaangiften;
- 3° voor advies of opleiding door externe dienstverleners inzake douaneformaliteiten, juridische of fiscale aangelegenheden;

- 4° voor productcertificering voor landen buiten de Europese Unie;
- 5° voor merkregistratie voor landen buiten de Europese Unie;
- 6° voor etikettering, markering en opwaardering van producten voor het Verenigd Koninkrijk;
- 7° voor het verkrijgen van een EORI "Economic Operator Registration and Identification" nummer.

Wanneer de kosten betrekking hebben op de lancering van een nieuw product of de benadering van een nieuwe markt, zijn de in artikel 7 bedoelde in aanmerking komende kosten bovendien alle kosten :

- 1° voor de aankoop van klantenbestanden en lijsten met buitenlandse e-mailadressen;
- 2° voor de uitvoering en verzending van e-mailing door een internetmarketingspecialist;
- 3° voor de aankoop van e-mailing-kredieten;
- 4° voor callcenterdiensten voor oproepen in het buitenland;
- 5° voor de productie van webinars voor een buitenlands publiek door een internetmarketingspecialist;
- 6° voor internationale verwijzing op zoekmachines door een internetmarketingspecialist;
- 7° voor de verwerving van reclame en internationale verwijzing op zoekmachines, sociale netwerken en onlineplatforms;
- 8° voor de diensten van online beïnvloeders of opinieleiders voor de promotie van de producten of diensten van de aanvrager.

Het Agentschap wijst alle kosten af die geen verband houden met de uitvoering van het Brexit initiatief van de aanvrager.

Zelfs wanneer zij verband houden met de uitvoering van het Brexit initiatief van de aanvrager komen de volgende kosten bovendien nooit in aanmerking voor de subsidie:

- 1° de belasting over de toegevoegde waarde;
- 2° de betaling van de diensten die door de werknemers van de aanvrager of door andere leden van zijn onderneming worden geleverd;
- 3° de betaling van producten of diensten die de aanvrager aan zijn eigen klanten verkoopt;
- 4° kosten die in rekening worden gebracht door leveranciers of dienstverleners die een juridische, financiële, functionele of structurele band met de aanvrager hebben;
- 5° normale en terugkerende werkingsuitgaven van de aanvrager;
- 6° kosten die in contanten worden betaald of door middel van een vergoeding die voortvloeit uit de levering van goederen of diensten;
- 7° uitgaven die door de aanvrager aan derden doorgefactureerd werden;
- 8° uitgaven met een weeldekarakter;
- 9° kosten in verband met de oprichting en de exploitatie van een distributienetwerk in het buitenland;

10° kosten waarvoor de aanvrager van mening is toelagen te vragen, waarvoor hij toelagen of financieringen vraagt of heeft ontvangen bij het Agentschap of elk ander orgaan, instelling of openbare overheid;

11° kosten die zijn gemaakt en betaald vóór 1 januari 2020 en na de 90e dag vóór het einde van de subsidiabiliteitsperiode.

#### HOOFDSTUK 4. — *De toekenningsprocedure*

##### Afdeling 1. — Indiening van de subsidieaanvragen

**Art. 10.** Het Agentschap stelt de openingsdatum en de duur van de oproepperiode vast. Naar gelang van de kredieten die in zijn begroting zijn opgenomen voor de subsidies, kan het Agentschap besluiten meerdere oproepperioden te openen.

Alleen geldige aanvragen worden door het Agentschap in behandeling genomen. Het Agentschap kan de in lid 1 bedoelde oproepperiode voortijdig beëindigen indien het daarvoor beschikbare budget is uitgeput.

Voor de toepassing van dit artikel wordt verstaan onder oproepperiode, de door het Agentschap vastgestelde termijn waarbinnen de aanvrager een subsidieaanvraag kan indienen.

**Art. 11.** De aanvrager dient gratis zijn aanvraag om subsidie in aan de hand van het elektronisch formulier dat op de website van het Agentschap ter beschikking wordt gesteld.

De aanvrager bevestigt dat hij Verordening (UE) nr. 1407/2013 en dit besluit naleeft.

Deze bevestiging belemmert de verificatie van die naleving door het Agentschap niet.

Bovendien verbindt de aanvrager er zich in dit formulier toe om de in de artikelen 12, 13 en 18 bedoelde documenten, tijdens een periode van tien jaar te behouden te rekenen van de datum van storting van de subsidie door het Agentschap, behalve verlenging van de termijn overeenkomstig de wettelijke bepalingen inzake verjaring.

**Art. 12.** Bij zijn subsidieaanvraag voegt de aanvrager:

1° een beschrijving van zijn project op internationaal vlak en van zijn Brexit-initiatief, met een plan voor de uitvoering ervan en een raming van de kosten;

2° wanneer het initiatief gedeeltelijk is uitgevoerd tussen 1 januari 2020 en de datum van indiening van de aanvraag, een overzicht van de gemaakte subsidiabele kosten;

3° een gedetailleerde toelichting van de rechtstreekse negatieve gevolgen van de Brexit voor de activiteiten van zijn onderneming, alsmede de bewijsstukken waarmee deze gevolgen kunnen worden aangetoond op basis van de criteria van artikel 3, eerste lid, 3°. Het Agentschap publiceert de aanvaarde bewijsstukken op zijn website;

4° een schuldvorderingsverklaring tot betaling van het in artikel 17 bedoelde voorschot onder de opschortende voorwaarde van de in artikel 16 bedoelde beslissing tot aanvaarding;

5° elk nuttig document om zijn aanvraag te steunen.

De in lid 1, 2°, bedoelde afrekening van de gemaakte subsidiabele kosten en de in lid 1, 4°, bedoelde schuldvorderingsverklaring worden opgesteld volgens de modellen die op de website van het Agentschap beschikbaar worden gesteld.

**Art. 13.** In afwijking van artikel 12 dient de aanvrager, wanneer het initiatief van de aanvrager op de datum van indiening van de aanvraag volledig is uitgevoerd, bij de subsidieaanvraag :

1° een beschrijving van zijn internationale project en Brexit-initiatief, samen met een commercieel verslag en een verantwoording van de gemaakte subsidiabele kosten;

2° een gedetailleerde toelichting van de rechtstreekse negatieve gevolgen van de Brexit voor de activiteiten van zijn onderneming, alsmede de bewijsstukken waarmee deze gevolgen kunnen worden aangetoond op basis van de criteria van artikel 3, eerste lid, 3°.

4° een schuldvorderingsverklaring tot betaling van de totaliteit van het bedrag van de subsidie onder de opschortende voorwaarde van de in artikel 16 bedoelde beslissing tot aanvaarding;

4° de gedetailleerde facturen betreffende het gesubsidieerde initiatief die op naam van de aanvrager zijn opgesteld en in zijn boekhouding zijn opgenomen;

5° de rekeninguittreksels of aftrekken van de kredietkaarten van de aanvrager waarin de identiteit van de aanvrager als opdrachtgever duidelijk wordt vermeld en;

6° elk nuttig document om zijn aanvraag te steunen.

De in lid 1, 1°, bedoelde afrekening en het commercieel verslag van de gemaakte subsidiabele kosten en de in lid 1, 3°, bedoelde schuldvorderingsverklaring worden opgesteld volgens de modellen die op de website van het Agentschap beschikbaar worden gesteld.

Met betrekking tot het eerste lid, 5°, zijn betalingen in contanten of door middel van een vergoeding voor goederen of diensten niet toegestaan. De in het eerste lid, 5°, bedoelde rekeninguittreksels of aftrekken van de kredietkaarten vormen het enige door het Agentschap aanvaarde betalingsbewijs.

**Art. 14.** De aanvraag wordt geacht geldig te zijn ingediend in de zin van artikel 10, tweede lid, wanneer de aanvrager een ontvangstbevestiging ontvangt van zijn elektronische aanvraagformulier met vermelding van een dossiernummer.

##### Afdeling 2. — Onderzoek van de subsidie-aanvraag, beslissing tot toekenning van de subsidie en storting van de subsidie

**Art. 15.** Het Agentschap onderzoekt elke geldige ingediende aanvraag in de zin van artikel 10, tweede lid, en kan de aanvrager erom verzoeken hem elke aanvullende informatie die het nuttig acht te verstrekken.

Het Agentschap weigert elke aanvraag die de toekenningsvoorwaarden niet duidelijk naleeft. In andere gevallen blijft het Agentschap de aanvraag onderzoeken.

**Art. 16.** Na afloop van het onderzoek aanvaardt of verwerpt de directeur van het Agentschap de aanvraag bij een met redenen omkleed besluit. In geval van goedkeuring neemt de Administrateur-generaal een beslissing tot toekenning van de subsidie aan, dat het maximaal toegekende bedrag alsook de voorwaarden van toekenning van de subsidie bepaalt.

Het Agentschap zorgt voor de opvolging van de beslissing van de Administrateur-generaal en deelt ze aan de aanvrager mede.

**Art. 17.** Na kennisgeving van de toekenningsbeslissing betaalt het Agentschap een eerste schijf van de subsidie van 10.000 euro aan de aanvrager op basis van zijn schuldverklaring als bedoeld in artikel 12, eerste lid, 4°.

Wanneer de geraamde kosten van het initiatief van de aanvrager in de subsidieaanvraag zijn vermeld en minder dan 10.000 euro bedragen, is het bedrag van de in lid 1 bedoelde eerste schijf van subsidie niet hoger dan het geraamde bedrag van het initiatief.

**Art. 18.** Zodra het gesubsidieerde Brexit-initiatief is voltooid, en uiterlijk 90 dagen voor het einde van de subsidiabiliteitsperiode, stuurt de aanvrager het Agentschap elektronisch :

1° een commercieel verslag met de resultaten van het gesubsidieerde initiatief;

2° een overzicht van de gemaakte subsidiabele kosten;

3° een schuldverklaring tot betaling van het saldo van de subsidie.

4° de gedetailleerde facturen betreffende het gesubsidieerde initiatief die op naam van de aanvrager zijn opgesteld en in zijn boekhouding zijn opgenomen;

5° de rekeninguittreksels of aftrekken van de kredietkaarten van de aanvrager waarin de identiteit van de aanvrager als opdrachtgever duidelijk wordt vermeld en;

6° elk ander document aangevraagd door het Agentschap.

Het in lid 1, 1° tot 3°, bedoelde commercieel verslag en de afrekening van de gemaakte subsidiabele kosten en de in lid 1, 1 tot 3°, bedoelde schuldverklaring worden opgesteld volgens de modellen die op de website van het Agentschap beschikbaar worden gesteld.

Met betrekking tot het eerste lid, 5°, zijn betalingen in contanten of door middel van een vergoeding voor goederen of diensten niet toegestaan. De in het eerste lid, 5°, bedoelde rekeninguittreksels of aftrekken van de kredietkaarten vormen het enige door het Agentschap aanvaarde betalingsbewijs.

Het Agentschap betaalt het saldo van de subsidie aan de aanvrager op basis van zijn schuldverklaring, bedoeld in het eerste lid, 3°. Het bedrag van het saldo van de subsidie wordt berekend op basis van het overzicht van de gemaakte subsidiabele kosten, bedoeld in het eerste lid, 3°, na aftrek van het overeenkomstig artikel 17 reeds aan de aanvrager betaalde eerste schijf van de subsidie.

**Art. 19.** In afwijking van de artikelen 17 en 18 betaalt het Agentschap, indien het initiatief van de aanvrager op het tijdstip van indiening van de subsidieaanvraag reeds volledig is uitgevoerd, het volledige subsidiebedrag in één keer op basis van zijn schuldverklaring als bedoeld in artikel 13, eerste lid, 3°. Het bedrag van de subsidie wordt berekend op basis van het overzicht van de gemaakte subsidiabele kosten, bedoeld in artikel 13, eerste lid, 1°.

#### HOOFDSTUK 5. — *Terugbetaling van de subsidie*

**Art. 20.** Overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 61 en 62 van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse openbare bestuursinstelling betaalt de aanvrager die een toelage krachtens dit besluit heeft ontvangen, ze volledig aan het Agentschap terug indien hij:

1° aan één of meerdere van de toekenningsvoorwaarden van de subsidie niet voldoet;

2° de in de artikelen 12, 13 en 18 bedoelde documenten niet binnen de voorgeschreven termijn heeft ingediend;

3° zijn activiteiten op het grondgebied van het Waalse Gewest niet voortzet gedurende een periode van drie jaar vanaf de datum van betaling van de subsidie;

4° de fondsen ontvangen voor andere doeleinden dan welke waarvoor ze toegekend zijn, bestemt;

5° de subsidie heeft ontvangen of behouden en wetens onjuiste of onvolledige inlichtingen heeft verstrekt onverminderd een eventuele strafrechtelijke vervolging.

Bovendien betaalt de aanvrager het deel van de subsidie dat het door de aanvaarde bewijsstukken gestaafde maximumbedrag overschrijdt, aan het Agentschap terug.

Het Agentschap richt een aangetekende brief met de terugbetalingsmodaliteiten aan de aanvrager. Bij gebrek aan betaling stelt het Agentschap een rechtsvordering in.

De aanvrager die zich minstens in één van bovenvermelde toestanden bevindt, wordt elke nieuwe subsidie van het Agentschap ontnomen en van elke gemeenschappelijke actie van het Agentschap uitgesloten zolang hij de betrokken subsidie niet terugbetaalt. Bovendien kan het Agentschap beslissen dat de aanvrager tijdens drie jaar vanaf de datum van terugbetaling van de betrokken subsidie of voorschot aan het Agentschap geen subsidie zal kunnen aanvragen.”.

#### HOOFDSTUK 6. — *Slotbepalingen*

**Art. 21.** Dit besluit treedt in werking de dag na zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* en houdt op van kracht te zijn op de datum van het einde van de subsidiabiliteitsperiode, terwijl het van toepassing blijft op dossiers die vóór die datum zijn ingediend.

**Art. 22.** De Minister van Buitenlandse Handel is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 22 september 2022.

Voor de Regering:

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,  
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,  
W. BORSUS